



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-104159>

Département(s) de publication : **69**

Annonce n° **24-104159**

---

### Section 1 - Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

**Nom de l'acheteur Public** : Communauté De Communes Des Vallons Du Lyonnais

**À l'attention de** : Malosse Daniel, Président

**Adresse** : 27 chemin du stade, 69670 Vaugneray

**Coordonnées** :

**Téléphone** : +33 478578388

**Courriel** : m.publics@ccvl.fr

**Adresse internet** : <http://www.ccvl.fr>

**Adresse internet du profil d'acheteur** : <https://www.marches-publics.info/>

**Type de pouvoir adjudicateur** : Organisme de droit public

**Activité principale** :

Services généraux des administrations publiques

**Code NUTS** : FRK26

### Section 2 - Communication

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet , à l'adresse : <https://www.marches-publics.info/>

**Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues**

**Nom officiel** : Communauté De Communes Des Vallons Du Lyonnais

**Coordonnées** :

**Téléphone** : +33 478578388

**Courriel** : m.publics@ccvl.fr

**Adresse internet** : <https://www.marches-publics.info/>

**Lien vers le profil d'acheteur** : <https://www.marches-publics.info/>

**Code NUTS** : FRK26

**Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées** :

Par voie électronique via : <https://www.marches-publics.info/>

### Section 3 - Description du marché

**Intitulé :** Convention de délégation de service public pour l'exploitation du centre de loisirs &quot; Ebulisphere &quot;

**Numéro de référence :** 2024DSP

**CPV - Objet principal :** 92331210

**Type de marché :** Services

**Description succincte :** La présente consultation a pour objet de désigner un délégataire pour la gestion du service public d'exploitation du centre de loisirs intercommunal &quot; Ebulisphère &quot; situé à Vaugneray et à Brindas, destiné aux enfants de 3 à 12 ans domiciliés sur le territoire de la Ccvl. Les missions confiées au délégataire sont, notamment, les suivantes : -Inscription des enfants au centre de loisirs -Accueil des enfants au centre de loisirs -Accompagnement au ramassage des enfants dans différentes communes de la Ccvl -Fourniture des repas lorsque l'accueil est assuré en journée complète -Assurer le recrutement et la rémunération du personnel affecté au service public -Percevoir les tarifs d'utilisation du service auprès des usagers. Le délégataire s'engage à exploiter le Centre de loisirs pendant les périodes suivantes : -les vacances d'été -les vacances d'hiver, de printemps, d'automne et de Noël -les mercredis, à l'exception des périodes de vacances scolaires

**Valeur totale estimée ( hors TVA ) :** 3016002 euros

### **Section 3.1 - Renseignements relatifs aux lots :**

**Ce marché est divisé en lots :** Non

**Intitulé du lot :** Convention de délégation de service public pour l'exploitation du centre de loisirs &quot; Ebulisphere &quot;

**Code(s) CPV additionnel(s) :**

**CPV - Objet principal :** 92331210

**Lieu d'exécution :**

**Code NUTS :** FRK26

**Lieu principal d'exécution ou de livraison :** 27 chemin du stade 69670 - Vaugneray

**Description des prestations :** La présente consultation a pour objet de désigner un délégataire pour la gestion du service public d'exploitation du centre de loisirs intercommunal &quot; Ebulisphère &quot; situé à Vaugneray et à Brindas, destiné aux enfants de 3 à 12 ans domiciliés sur le territoire de la Ccvl. Les missions confiées au délégataire sont, notamment, les suivantes : - Inscription des enfants au centre de loisirs -Accueil des enfants au centre de loisirs - Accompagnement au ramassage des enfants dans différentes communes de la Ccvl -Fourniture des repas lorsque l'accueil est assuré en journée complète -Assurer le recrutement et la rémunération du personnel affecté au service public -Percevoir les tarifs d'utilisation du service auprès des usagers. Le délégataire s'engage à exploiter le Centre de loisirs pendant les périodes suivantes : -les vacances d'été -les vacances d'hiver, de printemps, d'automne et de Noël -les mercredis, à l'exception des périodes de vacances scolaires

**Critères d'attribution :** La concession est attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents du marché

**Valeur estimée ( hors TVA ) :** 3016002 euros

**Durée de la concession :** À compter du 01/01/2025 et jusqu'au 31/12/2028

**Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne :**  
Non

### **Section 4 - Conditions de participation**

**Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :** - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature \_ Habilitation du

mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

**Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession** Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature \_ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

**Capacité économique et financière :**

**Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :** - Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

**Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :** Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Les bilans et comptes de résultats des trois derniers exercices - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du contrat Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : - Aucun

**Capacité économique et financière :**

**Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :** - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé

**Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :** Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Présentation d'une liste des principales références en lien avec l'objet du contrat de concession, et toute information permettant d'apprécier les capacités techniques et professionnelles du candidat ainsi que son aptitude à assurer la gestion du service public délégué. Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : Aucun

## Section 5 - Procédure

**Renseignements d'ordre administratif**

**Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :** français

## Section 6 - Renseignements complémentaires

**Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable**

**Informations complémentaires :** Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.marches-publics.info/> - Communauté de communes des Vallons du Lyonnais 27 chemin du Stade 69670 Vaugneray 04 78 57 83 88 [m.publics@cccvl.fr](mailto:m.publics@cccvl.fr)

**Procédures de recours :**

**Instance chargée des procédures de recours :**

**Nom Officiel :** Tribunal administratif de Lyon

**Adresse :** 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon

**Coordonnées :**

**Téléphone :** +33 478141010

**Télécopieur :** +33 478141065

**Courriel :** greffe.ta-lyon@juradm.fr

**Précisions concernant les délais d'introduction de recours :** Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 13/09/2024